

Conclusion

Au terme de ce parcours de recherche, que pouvons-nous conclure quant à l'atteinte de notre objectif initial, qui était de contribuer à la réflexion sur l'aménagement de lieux de culte minoritaires dans une perspective de cohabitation interethnique? Avant de revenir sur notre démarche de recherche, rappelons les principaux constats issus de cette démarche.

En premier lieu, la rareté des localisations disponibles pour l'installation de plein droit de nouveaux lieux de culte sur l'île de Montréal contribue à la création et au maintien d'un régime d'exception pour les communautés ethnoreligieuses plus récentes. Parce qu'elles doivent le plus souvent demander un changement de zonage pour pouvoir aménager un lieu de culte, ces communautés doivent parfois faire face à l'opposition des riverains et au refus des municipalités de leur accorder les permissions nécessaires.

En deuxième lieu, l'aménagement des lieux de culte minoritaires soulève différents types d'enjeux en fonction des contextes et des dynamiques locales. Ces enjeux varient principalement selon le contexte municipal, le type de milieu local et selon le mode de territorialisation des communautés ethnoreligieuses impliquées. Les controverses d'aménagement ne sont pas toujours simplement des questions de zonage et d'urbanisme, ni systématiquement associées à un problème de cohabitation interethnique. Il s'avère donc nécessaire d'appréhender les cas de controverses en fonction des enjeux qu'ils soulèvent plutôt que de chercher à associer ces difficultés avec certains groupes ethnoreligieux particuliers, ou encore avec certains types de municipalités. Chose certaine, les controverses qui résultent de conflits de valeurs sont les plus épineux à résoudre, surtout lorsqu'ils se développent entre des groupes appelés à partager des espaces au quotidien.

En effet, notre recherche a permis d'illustrer comment le mode de territorialisation des communautés ethnoreligieuses, c'est-à-dire la manière dont elles s'organisent dans l'espace, a une incidence sur le type d'enjeu qui sous-tend les controverses qui entourent parfois l'aménagement de leurs lieux de culte. Dans les cas où les communautés ethnoreligieuses fonctionnent sur un mode de proximité, comme les

communautés juives hassidiques que nous avons étudiées, les enjeux sont généralement centrés sur les modalités de partage de l'espace urbain. Lorsque ce mode de territorialisation se conjugue avec une structuration communautaire fermée, les conflits tendent à survenir lorsque les autres résidents se sentent « envahis » et menacés dans leurs modes de vie et leurs valeurs. À l'inverse, lorsque les communautés ethnoreligieuses fonctionnent selon un mode plus délocalisé, les enjeux tendent à être plus symboliques, c'est-à-dire qu'ils renvoient à des représentations et des images qui débordent le cadre immédiat du projet d'aménagement. Dans ce cas la résistance tend à provenir de la municipalité, qui n'accueille pas toujours favorablement les équipements collectifs de communautés qui n'habitent pas son territoire.

En quatrième lieu, nous avons constaté que l'opposition des riverains se présente comme l'un des principaux éléments générateurs de conflits. Nous ferons également l'hypothèse que les municipalités s'opposent rarement aux projets de lieux de culte sans que ne se manifeste le mécontentement d'autres groupes de citoyens. Nous avons vu que les projets de lieux de culte peuvent entrer en contradiction avec les intérêts des municipalités ou, du moins, présenter certains inconvénients. Si la communauté ethnoreligieuse compte suffisamment de membres qui résident sur le territoire, les municipalités tendent alors à chercher un compromis mutuellement acceptable. Ce type d'arrangement s'effectue généralement au niveau politique et implique souvent, surtout dans les municipalités plus petites, le conseiller municipal du secteur concerné et le maire lui-même.

En cinquième lieu, nos analyses mettent en lumière certains éléments favorisant l'atteinte d'un compromis entre les acteurs sociaux. Nos analyses révèlent tout d'abord que ces controverses se règlent plus facilement lorsque les parties impliquées adoptent une approche pragmatique, qui tient compte des spécificités du milieu et des dynamiques locales. L'attitude des représentants municipaux est certes déterminante du point de vue de l'accueil de la demande; le traitement des demandes tend à être plus facile dans les municipalités où la diversité culturelle et religieuse est établie et reconnue de longue date, et a été intégrée de manière positive dans l'image de la municipalité. La qualité du leadership et les talents de négociation des représentants des communautés ethnoreligieuses sont également importants dans le développement de ces dossiers d'aménagement, tout comme les ressources dont disposent les communautés. Il

semble aussi qu'il soit plus facile d'en venir à une entente lorsque les moyens à disposition ne font pas défaut.

Sixième et dernier constat, l'appartenance religieuse telle qu'elle se manifeste dans le processus d'aménagement des lieux de culte minoritaires se présente comme une dimension saillante de l'ethnicité, en ce sens qu'elle résulte de la construction de frontières plus ou moins perméables au contact avec l'Autre. Même dans le cas de communautés ethnoreligieuses ultraorthodoxes (c'est le cas des communautés juives hassidiques que nous avons étudiées), la mise à distance de l'Autre n'est pas absolue et, dans le cadre des négociations avec les autorités locales et les représentants d'autres groupes, il est possible d'en venir à des compromis qui permettent la coexistence.

Rappelons également que nous avons fait au départ le choix de travailler avec un sujet délicat, c'est-à-dire des cas de controverse, qui ne sont pas nécessairement représentatifs de la majorité des dossiers d'aménagement de lieux de culte minoritaires. En effet, ce ne sont pas toutes les demandes d'aménagement qui suscitent la controverse, loin s'en faut. Mais notre intention était plutôt de saisir, à travers ces cas limites, des dynamiques et des enjeux qui auraient été plus difficiles à cerner autrement. L'approche par la transaction sociale que nous avons utilisée nous a ainsi permis de décomposer les différentes étapes des dossiers étudiés afin de situer la position respective des acteurs et de cerner les arguments et les enjeux soulevés. Nous avons ainsi pu reconstituer un « modèle » de transaction sociale nous permettant d'identifier des étapes et des logiques se dégageant de l'ensemble de nos cas. Nous avons ainsi pu faire un certain nombre de constats qui s'élèvent au-delà des particularités de chaque cas et qui nous invitent à dépasser les catégories conceptuelles généralement utilisées dans ce type d'étude.

En particulier, l'approche par la transaction sociale nous enjoint d'aborder les conflits d'aménagement en reconnaissant aux acteurs une certaine marge de manœuvre et aux contextes spécifiques un poids non négligeable. Nous avons vu que, particulièrement en contexte de proximité, la dynamique d'échange entre les acteurs sociaux à l'extérieur de la démarche d'aménagement peut s'avérer déterminante dans la manière dont se négocie le projet d'aménagement. Lorsque la proximité n'est pas en jeu, ce sont surtout

les rapports avec la municipalité qui sont significatifs dans la manière dont se négocie le projet d'aménagement. Cette approche attentive à la dimension transactionnelle de ces controverses nous a aussi permis de rendre compte de la capacité d'adaptation des communautés ethnoreligieuses et du caractère dynamique du processus de définition identitaire à travers la négociation avec l'Autre. Dans cette perspective, les communautés ethnoreligieuses se présentent comme des d'acteurs sociaux qui disposent d'une marge de manœuvre plus ou moins grande en fonction des contraintes et des opportunités présentées par le contexte local. Il s'agit là, à notre avis, d'un élément central de l'originalité de notre démarche.

Notre approche par la transaction nous invite enfin à constater que, dans les cas que nous avons étudiés, le processus décisionnel des municipalités se fonde sur le calcul du moindre risque politique, ce qui favorise le plus souvent le groupe qui dispose du plus grand capital politique. Mais faut-il encore déterminer l'échelle géographique la plus pertinente pour exercer cette influence politique : dans le contexte de la ville de Montréal, les décisions sont généralement prises en décalage avec les dynamiques du milieu, alors que dans les municipalités plus petites, ces dynamiques peuvent être beaucoup plus significatives.

Le fait d'aborder les controverses d'aménagement de lieux de culte dans une perspective urbaine nous paraît en rétrospective comme fort riche; le défi, toutefois, de donner une cohérence conceptuelle à cette démarche était de taille. En effet, nous avons dû faire des liens entre des approches et des méthodes qui proviennent de champs disciplinaires fort différents : sociologie, géographie culturelle, science politique, aménagement... Nous cherchions ainsi à éviter de nous limiter à une perspective disciplinaire en particulier, compte tenu de la nature exploratoire de notre démarche, mais au risque de résultats pouvant sembler disparates. Nous croyons pourtant que cette mise en relation permet d'enrichir la problématique de l'aménagement des lieux de culte et de dépasser le simple constat des conflits d'intérêts, et qu'une perspective en termes de transaction sociale permet de combiner la prise en compte de ces différentes dimensions.

De par sa nature exploratoire, notre démarche comporte aussi des limites qui découlent de nos choix méthodologiques. Nos observations étant basées sur l'analyse de quatre

cas, la portée des généralisations que nous pouvons en tirer se trouve, bien entendu, limitée. C'est d'autant plus vrai que notre matériel porte sur des sujets qui sont souvent perçus comme délicats par nos intervenants, ce qui risque de teinter la manière dont ils nous en ont fait part. Par ailleurs, il est toujours difficile d'évaluer avec justesse la valeur heuristique du contenu des discours et des représentations collectives dont nous font part les acteurs. C'est pourquoi nous avons cherché à ancrer nos observations dans les comportements en contexte d'échange; c'est pourquoi aussi nos conclusions prennent plutôt la forme de constats et d'hypothèses à vérifier dans des recherches ultérieures.

Les recherches subséquentes sur la question auraient avantage à explorer des cas de figure complémentaires. Par exemple, il pourrait être utile de tester nos hypothèses sur la proximité en étudiant des groupes qui présentent un mode de territorialisation fondé sur la proximité mais avec une forme de structuration communautaire ouverte. Ce pourrait être le cas de certaines communautés sikhes ou hindoues de la région montréalaise, dont les institutions sont généralement très différentes dans leur mode de structuration communautaire de celles des communautés juives hassidiques. Il pourrait être également intéressant d'aborder l'étude d'une telle structure communautaire dans un milieu moins dense et central. De la même manière, on pourrait aborder l'étude de communautés structurées en réseau dans différents types d'espaces urbains. Enfin, comme le suggère l'évolution de la recherche sur le thème des lieux de culte minoritaires en Europe, l'étude de cas de réussites d'aménagements pourrait fournir des informations complémentaires aux nôtres et permettrait de mettre davantage en lumière les facteurs qui favorisent les compromis et les accommodements.

Étant donné les transformations récentes dans le contexte politique montréalais, dont notamment le mouvement de fusion-défusion municipale, la question d'aménagement des lieux de culte minoritaires va sans doute se poser de manière différente; d'une part, on peut penser que les enjeux fiscaux seront moins saillants étant donné que le fardeau fiscal ne serait plus à la charge des communautés locales. D'autre part, les arrondissements demeurent responsables de l'aménagement sur leur territoire et ils ont, le plus souvent, conservé les règlements des anciennes municipalités auxquels ils ont succédé.

Pour nous, l'aménagement des lieux de culte minoritaires et les controverses qui l'accompagnent parfois se présentent comme les signes d'une société en transformation. En effet, les crises et les conflits impliquant des groupes aux valeurs et aux pratiques différentes signifient que, d'une manière ou d'une autre, il s'effectue un contact qui peut éventuellement être générateur de changement social. Il importe alors de respecter le temps nécessaire pour que s'effectue cette transformation, et qu'émerge progressivement une nouvelle image de notre société plurielle.